

L'Allemagne et sa pratique de l'intelligence économique dans les exportations d'armement

L'Allemagne est un pays influent sur la scène internationale, reconstruit sur les stigmates d'une histoire lourde et dans la recherche d'une nouvelle puissance. La république fédérale est parmi les plus importants producteurs et exportateurs d'armes au monde, s'appuyant sur des entreprises compétitives et internationales. Un rôle rentrant souvent en conflit avec son histoire, sur un marché vital à ses intérêts et sur lequel elle est performante. La pratique de l'intelligence économique est inhérente à son succès, mais relève d'une culture dissimulée et d'un modèle méconnu, dépendant de l'exportation. Cette pratique s'est développée dans un environnement concurrentiel fort et sur un marché spécifique à celui de l'armement où la coopération s'est développée bon gré mal gré les intérêts spécifiques des Etats.

Le marché allemand de l'armement

L'Allemagne est un producteur et exportateur historique d'armement. En 2019, le pays occupait la 4^{ème} place au niveau mondial pour la production d'armement, avec 6,35 milliards d'euros d'exportation et avec pour premier producteur l'entreprise Rheinmetall AG. L'Allemagne n'a pas vocation de sauvegarder les intérêts d'une armée souveraine ou d'une autonomie militaire mais plutôt de renforcer son économie au travers d'un solide complexe militaro-industriel. Ses dépenses militaires ne s'élèvent qu'à 1,57% de son PIB, comparé au 2,29% pour la France. Son modèle économique est tourné vers l'exportation, privilégiant un excédent des comptes extérieurs et soutenant les entreprises exportatrices. Cependant en matière de politique, l'exportation d'armement reste un sujet sensible où beaucoup souhaitent les brider. Sigmar Gabriel, ministre de l'Economie en 2013, exprime au sujet des autorisations d'exportation « C'est une honte que l'Allemagne soit parmi les plus importants exportateurs d'armes du monde », celles-ci représentant 5,85 milliards d'euros. C'est la transcription d'un malaise au sein de l'Etat sur le sujet des armes et il est nécessaire d'avoir ce niveau de compréhension pour l'analyser et coopérer avec elle. Il est donc très difficile de s'engager sur des programmes de coopération sur 10 ou 15 ans dans cette zone d'incertitude propre à la société allemande et pouvant, en cas de changement de coalition, provoquer l'arrêt du programme. Un virage fut pris après l'invasion russe de l'Ukraine, l'Allemagne décidant de porter ses dépenses à près de 50 milliards d'euros et d'être en mesure de dépasser les 2% du PIB demandés par l'OTAN. Un changement de stratégie qui apportera une nouvelle dimension à son industrie et à ses capacités offensives.

Pourquoi arrêter les exportations dont l'une de vos industries les plus performantes est dépendante ? L'Etat joue sur le tableau du « marché » afin d'accroître sa puissance économique. Les rapports de force et la stratégie dans l'exportation et la diffusion de son armement sont donc primordiaux dans son développement, notamment face à l'Europe et ses concurrents.

En 2019, le Cabinet Fédéral a interdit de fournir des armes de petit calibre aux pays dits « tiers », c'est-à-dire aux Etats n'étant pas membre de l'OTAN ou de l'UE. Avant cela, la décision fut prise de ne pas accorder les licences d'exportation en cas de « soupçons suffisants » si les équipements étaient utilisés à des fins de répression ou en violation des droits de l'homme. Cette mesure très intrusive pour les exportations concurrentes à l'industrie de défense allemande a permis de paralyser de nombreuses entreprises, notamment françaises. Un « discours » de restriction s'est progressivement institutionnalisé, mais dans les faits cela reste relativement flou. L'Allemagne n'aurait pas de pareils résultats si elle pratiquait une réelle politique restrictive.

L'exemple du blocus Allemand sur les [ventes d'armes à l'Arabie Saoudite en 2019, le premier importateur mondial d'armes](#), a permis de paralyser l'ensemble des ventes comportant un composant d'origine allemande, peu importe son rôle dans la fabrication. Un blocage simple à justifier quand des entreprises allemandes, leaders sur des marchés de niche, fournissent des pièces spécifiques à l'exportation pour l'ensemble des industriels. Une justification sur le plan politique et moratoire pour l'atteinte aux droits de l'homme dans le conflit yéménite et à la suite de l'affaire Jamal Khashoggi, mais seulement pour l'Arabie Saoudite et non les autres Etats engagés dans l'opération Restore Hope au Yémen, comme l'Egypte ou les Emirats Arabes Unis. C'est un double jeu dans une stratégie de puissance visant à conserver et maintenir ses exportations, car ce blocus pouvait faire l'objet d'une « Autorisation exceptionnelle » accordée lorsque l'exportation sert les intérêts allemands. Dans le même temps, l'entreprise Rheinmetall a continué de livrer le Royaume Saoudien via ses filiales étrangères et de produire dans son usine Al-Kharj présente sur le sol saoudien. Il est à noter également la [présence de l'ancien dirigeant de Rheinmetall international et d'anciens cadres de l'entreprise](#) à la direction de la Saudian Arabian Military Industries, le principal interlocuteur de l'industrie de défense en Arabie Saoudite. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement allemand bloque des exportations pour certains industriels par différents moyens. Arquus qui achète des composants difficilement trouvables autre part qu'en Allemagne est découragé par des délais très longs d'instruction pour les licences d'exportation en Egypte, en Arabie Saoudite, en Inde et en Indonésie.

Les intérêts des industriels allemands sont défendus même au mépris de la coopération, sur un marché de l'armement performant à l'exportation, là où l'industrie française représente le concurrent européen le plus sérieux. Ces rapports de force et cette démarche contradictoire entre les faits et les arguments politiques ne doivent pas s'analyser selon la coïncidence mais dans une origine plus lointaine et complexe.

Une culture intrinsèque de l'information et de la guerre

L'intelligence économique de l'Allemagne et l'utilisation offensive de l'information ouverte font partie intégrante de son histoire et de sa culture commerciale, industrielle et de renseignement. Cet aspect culturel et historique va constituer l'un des points principaux de son identité économique et qui va définir l'avantage compétitif en termes concurrentiels mais aussi en termes d'intérêt de puissance. La guerre économique fait partie intégrante de cette culture, afin de mener des actions violentes dans le champ économique permettant à ces entreprises de préserver leurs intérêts économiques sur des marchés étrangers et de poursuivre son modèle exportateur.

Les origines de cette culture sont diverses, il faut s'imprégner d'une part de l'histoire allemande, et du cheminement de l'intégration de l'information au processus de décision, et d'autre part, de son usage offensif dans les politiques commerciales. Depuis la projection des peuples germaniques vers les frontières de l'empire Romain, de la solidarité des villes allemandes de ligue hanséatique, jusqu'aux premières pierres d'un système d'intelligence économique national par Bismarck, l'Allemagne a fait preuve d'un esprit de connivence. Au 19^{ème} siècle, en pleine révolution industrielle, un système se constitue autour d'un centre vers lequel convergent tous les flux d'information avec pour socle l'interpénétration du capital bancaire et industriel provoquant les synergies décisionnelles entre les banques et les groupes industriels allemands. A cause du manque de crédibilité du jeune Etat Allemand, on retrouve cet élan de coopération entre les banques, les entreprises et les sociétés de transport. Ceci engendrera une flexibilité et une émulation collective concernant les méthodes d'approche commerciale, une utilisation des zones d'implantation des émigrés allemands à l'étranger et un principe de mutualité sur la question du renseignement économique. Pour remplir les objectifs économiques fixés, les Allemands se retrouvent à mener des opérations offensives pour la conquête des parts de marchés à l'étranger, en s'appuyant sur le protectionnisme, les réseaux diplomatiques,

en faisant pression sur les nations de second rang afin de faciliter les opérations commerciales. C'est ce qui permettra au pays d'écraser économiquement la France à la veille de la première guerre mondiale et d'exporter ses produits dans le monde.

Ce système perdure à notre époque, après la seconde guerre mondiale, l'Allemagne est traumatisée mais se reconstruit notamment grâce au levier économique comme levier de reconstruction d'une puissance. Nous retrouvons le cœur stratégique avec les banques, l'assurance et l'industrie, hérité des politiques de Bismarck et de la fondation de l'Etat, mais également d'un esprit de connivence issu d'un long héritage depuis la ligue hanséatique. Le pays a su mettre au point des modèles d'exportation tout au long de son histoire en intégrant l'information dans le processus décisionnel, c'est une part importante de son modèle économique y compris sur le marché de défense. Une pratique de l'information qui transparait également au cœur de l'Europe, défendant l'intérêt de son industrie d'une même voix, dans une démarche dissimulée et contradictoire.

Intégration européenne

La défense européenne n'existe pas. Il y a pourtant une réelle volonté de nous pousser dans cette voie de manière à épuiser l'industrie dans quelque chose qui ne naîtra pas. À l'image des programmes de rénovation de l'hélicoptère Tigre où la commande publique française va continuer de faire tourner les usines allemandes tandis que l'Allemagne préfère l'option du matériel des Etats-Unis [avec les Apache AH-64](#). Au même moment, l'administration Biden gèle le départ de 10 000 militaires américains basés en Allemagne.

Le remplacement du missile Hellfire américain pour l'armement du Tigre par une solution Israélienne et la montée en compétence du missilier allemand Diehl au mépris du consortium européen MBDA sont également un exemple. D'autres programmes européens ont souffert de l'ambiguïté qui sévit dans la coopération. L'A400M accusa de nombreux retards et d'importants surcoûts dus notamment à une surestimation du besoin afin d'imposer ses choix techniques à la conception. La commande allemande passa de 73 appareils en 2003 à 53 en 2011 avant que le pays n'en conserve seulement 40 et revende 13 appareils à l'exportation. Une pratique similaire avec l'Eurodrone, où la commande de 21 appareils permet d'imposer les choix techniques de l'Allemagne, alourdissant la note, prenant du retard sur le calendrier et souffrant d'une attaque du ministre des Finances allemand sur la coordination de l'OCCAR (Organisation conjointe de coopération en matière d'armement) où l'Allemagne n'a pas d'influence.

L'enjeu de l'exportation est la vente de matériels, de formations, de maintenance et la diffusion de l'équipement. Ce qui compte c'est la dépendance créée par une exportation, à l'intégration dans un système interopérable et connecté, par ce biais, dans un complexe militaro-industriel qui répond à un standard. L'enjeu de l'industrie de défense allemande c'est d'intégrer les clients et les concurrents à son complexe militaro-industriel, afin de relayer les concurrents au rôle de sous-traitants, donc dans un épuisement industriel et de rattrapage des retards au travers d'une coopération contradictoire. Contrairement à la France, l'Allemagne n'achète pas chez son partenaire en dehors de la coopération, mais à l'image de Nexter et KNDS, la finalité de ces opérations ce sont des fusions acquisitions à son profit. Il y a une stratégie de diffusion de l'armement en Europe, de dépendance et d'intégration au projet de l'OTAN. Dans cette optique il est nécessaire d'évaluer la relation de l'Allemagne aux Etats-Unis au travers de l'OTAN, mais également de sa vision de sa propre puissance.

Le prisme de la puissance, entre économique et militaire.

La relation germano-américaine est particulière, les Etats-Unis sont les premiers clients de l'Allemagne avec une balance commerciale positive de 118 milliards d'euros en 2019, la France n'étant que le

quatrième. C'est le marché le plus important pour l'économie allemande, c'est un levier de la relation entre les deux pays, ce qui a pu expliquer les décisions allemandes de se tourner vers les Apache-AH64 pour se garantir l'accès aux marchés civils américains. Cette raison a pu également pousser l'Etat à acheter des F-18 américains, en pleine négociation du programme SCAF (Système de Combat Aérien du Futur). Après la seconde guerre mondiale, les relations avec les Etats-Unis s'appuient sur la coopération, la RFA venant en appui de l'action américaine particulièrement dans le renseignement. La Bundeswehr s'est constituée au sein de l'OTAN, c'est une armée d'alliance placée sous le commandement de l'OTAN, dirigée par un général américain. L'Allemagne confirmera son opinion sur le rôle de l'OTAN, lors de sa présidence du Conseil de l'Union Européenne, au travers de sa « [boussole stratégique](#) » et du rôle de pierre angulaire de la défense et de la sécurité collective en Europe, tout en encourageant la coopération accrue entre les Etats membres de l'UE dans la défense, ce qui renforcera le pilier européen de l'OTAN. Cette position assure une sécurité à l'Allemagne et lui évite de dépenser de l'énergie dans la redynamisation de l'armée qui apporterait beaucoup de problèmes en termes de politique intérieure, le choix de [l'OTAN, donc des Etats-unis devient une évidence](#) et nécessite un prix à payer pour l'Allemagne. Cette boussole est également un levier face aux Etats-Unis pour protéger l'accès aux marchés américains au profit des exportations allemandes. Le prix est celui d'une défense avec les Etats-Unis, laissant le choix d'une option française en cas de rapport de force sur le plan économique. Il y a une volonté de pousser à la défense européenne afin d'encourager les industries françaises dans leur propre logique et ainsi les épuiser dans des projets qui ne naîtront qu'avec difficulté ou jamais.

Sa pratique se modélise dans son rapport aux Etats-Unis et dans la conception de sa propre puissance. L'Allemagne porte dans sa reconstruction les séquelles historiques laissées par deux guerres mondiales, et les crimes commis par le IIIe Reich dont le pays a hérité, et qui dans ses formes propres s'appliquent à la politique de défense, de la création de son armée à son [intégration au sein de l'OTAN](#). L'image de la projection de son armée en Europe complexe particulièrement le pays et la société civile, empêchant le renouveau militaire. L'Allemagne est décrite comme une « puissance civile », crainte lors de sa réunification, elle présente un scepticisme prononcé contre la puissance militaire et elle privilégie [la quête d'une puissance économique](#). Après 1945, l'Allemagne a eu besoin de se reconstruire, en partie sur les séquelles historiques, mais son rapport à la puissance est fortement remis en question tandis que la logique de soumission aux vainqueurs ne lui laisse que la voix économique pour le développement d'une puissance. L'industrie de défense est corrélée avec l'axe de recomposition de la puissance, ce qui renforce la nécessité de veiller aux intérêts économiques de celle-ci dans le cadre de cet axe. La structuration de l'Etat Allemand en 16 Länder est également un « garde-fou » censé empêcher les dérives autoritaires tout en permettant l'action du cœur stratégique, ainsi que la population qui représente le « plus grand garde-fou » du pays. À ce titre, Wilfried Von Bredow indique que le pacifisme de la société ne se préoccupe pas de l'armée, de la puissance militaire et « le pouvoir civil n'a pas réussi à mettre en œuvre de vraies réformes ». Il rajoute que « les Allemands renâclent toujours à l'idée que l'armée puisse être une force combattante », une armée vue positivement par l'extrême droite allemande, le parti AfD (Alternative pour l'Allemagne) et ses membres « qui ont des idées très différentes sur le rôle possible de l'Allemagne ». C'est pour cela que l'Allemagne compte sur l'OTAN pour sa sécurité au moins pour l'instant, car le traumatisme des deux guerres mondiales ne s'efface pas en 50 ans.

La pratique de l'intelligence économique est donc corrélée à la reconstruction de sa puissance à travers l'économie qui reste son unique voie de souveraineté. Cette puissance économique se définit par l'exportation, surtout dans l'industrie de l'armement, en s'appuyant sur un système d'information se basant sur un cœur stratégique et une solidarité des acteurs économiques jouant un rôle dans la circulation de l'information. Nous avons donc une Allemagne qui s'affiche et une qui ne s'affiche pas.

La pratique de l'intelligence économique est une culture d'information intrinsèque, mais elle doit être également lue avec une culture de la dissimulation de sa posture stratégique. L'Allemagne est contradictoire dans ses démarches, c'est une culture européenne, nationaliste dissimulée et qui tend la main aux Etats-Unis. Le pays gère ses trois démarches, tout en préservant et pérennisant sa puissance économique, se définissant par ses exportations. Le secteur de l'armement, sans la commande publique pour le matériel militaire, rend les stratégies de conquête économique à l'étranger indispensables à la survie de l'industrie. Cela correspond parfaitement aux méthodes d'expansion économique propres à sa culture. Pour conclure, le discours d'Olaf Scholz prononcé le 29 août à l'université de Prague, excluant la coopération française, ne doit pas laisser indifférent face à la stratégie et aux épreuves à venir pour nos industries.

Valentin Sainz